

LES CHIFFRES DU MOIS



Près des **¾ des jeunes hommes** dans certaines régions de l'Arakan ont quitté leur État pour fuir la pauvreté et les désastres naturels. La plupart sont allés dans l'Etat Kachin, à Rangon, ou à l'étranger pour chercher du travail.

Lors du recensement de 2014, le **code 914** a été utilisé pour désigner les minorités ethniques qui ne font pas partie des 135 minorités reconnues par la constitution de 2008.

Presque **100 groupes ethniques** ont été enregistrés sous ce code.



Alors que les associations locales demandaient à ce que le dialogue politique entre les groupes armés ethniques et l'armée birmane compte sur la participation d'au moins

30% de femmes, seulement **7%** ont pu participer à la conférence pour la paix du mois de janvier.

LES ÉVÉNEMENTS CLEFS DU MOIS

Affrontements entre l'Armée d'Arakan et l'Armée Birmane. Du 29 décembre au 4 janvier, l'armée birmane a lancé une série d'offensives militaires contre l'Armée d'Arakan (AA) et du 1er au 8 janvier au moins 15 affrontements ont été recensés. Les responsables de la Tatmadaw ont annoncé qu'ils souhaitaient « éliminer » le groupe armé rebelle. Des civils ont été arrêtés pour des liens présumés avec l'AA, des villageois ont été utilisés par l'armée birmane comme porteurs et les conflits ont entraîné le déplacement de centaines de nouvelles personnes. Les responsables de l'AA ont déclaré qu'ils étaient prêts à discuter avec l'armée birmane mais celle-ci a répondu que cela ne serait pas possible tant que l'organisation – qualifiée « *d'insignifiante* » - ne se rendait pas complètement.



Début du dialogue politique : le chemin vers la paix est semé d'embûches. Près de 700 représentants de l'armée birmane, de partis politiques et de groupes ethniques armés se sont réunis du 12 au 16 janvier à Nay Pyi Taw. Ils devaient aborder les problématiques, politiques, économiques, sociales et de sécurités liées à l'accord de cessez-le-feu (NCA) signé en octobre entre l'armée birmane et 8 groupes armés ethniques. Quelques jours avant, les organisations de la société civile birmane et les groupes ethniques ont déclaré que la conférence ne pourrait être constructive sans participation équitable des groupes ethniques armés et des femmes et ont demandé, sans succès, à ce qu'elle soit repoussée et repensée. Excepté l'organisation du Nagaland-Kaplan (NSCN-K), tous les groupes ethniques non signataires du NCA, ont boycotté la conférence. De plus, alors que des représentants de l'armée négociaient dans la capitale, sur le terrain, des bataillons de la Tatmadaw lançaient des offensives militaires contre plusieurs groupes ethniques rebelles.



Pendant la conférence, le Chef des armées birmane a annoncé que la Tatmadaw resterait la seule armée en Birmanie et que le désarmement, la réintégration et la démobilisation (des troupes rebelles) seraient un prérequis au dialogue de paix avec l'armée birmane. Certains groupes ont déjà annoncé qu'ils ne « *désarmeraient jamais* ». À l'issue de la conférence aucune décision n'a été prise mais 4 principes ont été adoptés. Parmi eux, la participation de 30% des femmes au dialogue politique et la reconnaissance de toutes les parties prenantes. Une autre conférence sera organisée prochainement.

Nomination des militaires parlementaires. Le 18 janvier, le chef des armées birmane a désigné, les parlementaires militaires qui sont entrés au Parlement le 1er février aux côtés des parlementaires élus par le peuple. Ils représentent 25% du Parlement. Le gendre de l'ancien dictateur Than Shwe, est l'un d'entre eux.



Une conférence mondiale bouddhiste contre l'extrémisme organisée en Birmanie. Le 22 janvier, la Birmanie a accueillie plus de 500 personnes venues de 52 pays – Éthiopie, Norvège, Australie, Afrique du Sud, Égypte, Inde etc. Ces invités, de confessions variées, se sont rassemblés pour créer des passerelles entre les religions et réfléchir à des solutions pour lutter contre l'extrémisme. L'objectif était le partage d'expérience, en s'appuyant sur les pays dont les tensions ont été exacerbées par les différences religieuses et raciales. La conférence, soutenue par les Nations Unies et la Communauté Internationale a été introduite par le président Thein Sein qui a appelé les leaders religieux et politiques du monde entier à s'unifier contre l'extrémisme.

Avant de transférer le pouvoir, le président birman tente d'étendre les pouvoirs de l'armée. Depuis le mois de décembre, le parti (sortant) pour l'Union, la Solidarité et le Développement (USDP), a essayé de faire passer un certain nombre de mesures destinées à consolider le pouvoir des militaires birmans avant que le Parlement ne cède sa place à une majorité LND. Le président Thein Sein a notamment demandé aux parlementaires, d'attribuer le contrôle de l'immigration et de la population au Ministère de l'Intérieur, qui est sous le contrôle du chef des armées. Thein Sein a déclaré que cette mesure devait être prise pour réduire les dépenses et « *renforcer la sécurité et la défense aux frontières* ». Ce sera au nouveau Parlement de trancher mais il y a peu de chance que la LND soutienne une loi qui renforcerait considérablement le pouvoir des militaires à ses dépens.

Le parlement vote l'immunité pour le président Thein Sein. Le 28 janvier, la loi, très critiquée, sur la sécurité des anciens présidents a été approuvée. Elle leur accorde l'immunité pour tous les crimes commis sous leur mandat, y compris les crimes de guerre et les violations des droits de l'homme.

La LND conforte son intention de former un gouvernement de réconciliation mais crée la polémique. Après sa victoire aux élections, la LND avait déclaré qu'elle s'entourerait de personnes extérieures au parti, et avait invité le gouvernement, les minorités et tous ceux qui le souhaitent à participer au prochain gouvernement pour travailler sur la réconciliation et le développement. Le 28 janvier elle a annoncé les nominations aux postes clés du Parlement et conforté son intention de former un gouvernement de réconciliation : sur 4 responsables nommés, 3 sont issus de minorités ethniques et 1 est membre de l'USDP.

Pour la chambre haute, Win Khaing Than, un karen de la LND a été désigné président et Aye Thar Aung, ancien prisonnier politique est un membre du Parti National de l'Arakan (ANP) a été désigné Vice-président. Pour la chambre basse, Win Myint, ancien prisonnier politique, élu parlementaire en 2012 aux élections partielles et membre du comité exécutif de la LND a été nommé président. Ti Khun Myat, un kachin membre de l'USDP, le parti issu des héritiers de la junte, a été élu vice-président. La nomination de ce dernier a fait polémique dans la mesure où il a été très proche du régime militaire mais surtout parce que plusieurs rapports l'accusent d'avoir été à la tête d'une milice armée impliquée dans le commerce de drogue et le blanchiment d'argent.



Le Parlement, dominé par les militaires et les membres de l'USDP, se réunit une dernière fois. Le vendredi 29 janvier, les parlementaires majoritairement issus de l'ancienne junte, se sont rassemblés dans la bonne humeur et une atmosphère bonne-enfant. En ouvrant la séance, le président de la Chambre haute, a déclaré, jovial : "Je souhaiterais dire au revoir à tous les députés avec une histoire drôle sur chacun d'entre eux... mais le temps est compté". Les nouveaux parlementaires ont fait leur rentrée le lundi 1er février, aux côtés de 25% de militaires.

LES FOCUS DU MOIS

LE FLÉAU DES MINES ANTIPERSONNEL EN BIRMANIE

D'après un rapport de l'ONG Campagne Internationale pour l'Interdiction des Mines (ICBL), la Birmanie est l'un des trois pays le plus touché par les mines antipersonnel au monde, avec l'Afghanistan et la Colombie. Mais, contrairement à ces derniers, la Birmanie a refusé de signer la Convention sur l'Interdiction des Mines de 1997. D'après Human Rights Watch, c'est le seul régime qui continue à produire et à disposer régulièrement des mines sur son territoire depuis 2006.

Les soldats birmans n'hésiteraient pas à placer les mines antipersonnel devant les maisons, autour des plantations de riz et le long des chemins menant aux champs afin que les civils renoncent à procéder aux récoltes. Cette situation impacterait indirectement les rendements agricoles et ainsi l'insuffisance alimentaire de certaines régions. Par ailleurs, il semblerait que 17 groupes ethniques armés utilisent également les mines antipersonnel.

Dans les zones de conflits armés, notamment dans les régions concernées par l'accord de cessez-le-feu signé au mois d'octobre entre l'armée birmane et les groupes ethniques armés, les mines antipersonnel sont enfouies partout dans la forêt et les villages. Le principal problème est que personne ne sait combien de mines sont toujours actives ni où elles sont situées. La tâche de déminage sera extrêmement difficile sans carte de champs de mines.



Le rapport de la ICBL souligne le manque d'information concernant le nombre de victimes des mines. « *L'armée birmane et les groupes ethniques armés n'enregistrent pas le nombre de civils tués ou blessés par les mines antipersonnel qu'ils ont placés. Le Ministère de la santé est incapable de compter les victimes des mines en Birmanie* », « *Les statistiques pourraient exister au niveau local (les cliniques savent combien de personnes elles reçoivent pour ce type de chirurgie) mais elles n'existent pas au niveau national car ils n'ont pas les moyens de regrouper l'information* » explique Yeshua Moser-Puangsuwan, chercheur pour le Groupe de surveillance des mines et des sous munition (Landmine & Cluster Munition Monitor).

Bien qu'il n'y ait pas de chiffres officiels, l'ONG Norwegian People's Aid estime que les mines antipersonnel tuent entre 300 et 500 personnes par an en Birmanie, principalement des civils et des enfants. Le Sud-Est de la Birmanie serait l'une des régions les plus minées au monde.

Ceux qui survivent à leurs blessures sont inévitablement guettés par la pauvreté en raison d'un système de santé délaissé par le gouvernement. Il existe toutefois des initiatives telle que la clinique Mae Tao, côté thaïlandais. Celle-ci a été fondée par Maw Kel, un birman amputé après avoir marché sur une mine. Des prothèses y sont fabriquées et les réfugiés birmans sont soignés et installés dans les camps le long de la frontière.

Les ONGs humanitaires ne sont pour le moment pas en mesure de procéder au déminage car le gouvernement – qui reconnaît pourtant l'ampleur du problème – a déclaré que ces opérations débuteraient après la signature de l'accord de cessez-le-feu national (NCA) et l'adoption d'une loi pour les coordonner. Le NCA a été signé en octobre par seulement 8 groupes armés sur plus de 15 et depuis, les conflits se sont intensifiés entre les groupes armés non signataires et l'armée birmane, rendant toute opération de déminage impossible dans les zones encore en conflit.

Pour les parties prenantes signataires du NCA, l'accord prévoit, du moins sur le papier, qu'elles coopèrent pour déminer les terres. Depuis sa signature, le dialogue a en effet repris entre les groupes ethniques armés et les organisations humanitaires locales et internationales, mais cela n'a pas encore donné lieu aux expertises de terrain nécessaires ni à des actions de déminage. Ceci est d'autant plus regrettable que certaines des zones concernées ont perdu toute valeur stratégique ces dernières années puisque les conflits se sont déplacés dans d'autres zones.

EN BIRMANIE LA LIBÉRATION DE PRISONNIERS POLITIQUES S'ACCOMPAGNE TOUJOURS DE NOUVELLES ARRESTATIONS

Le gouvernement birman a annoncé la libération de 101 prisonniers politiques le 22 janvier, rapportant à plus de 1 200 le nombre de prisonniers d'opinion libérés depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement semi-civil du président Thein Sein en 2011. L'ordre gouvernemental a également commué 77 peines de mort en prison à vie.



Cette amnistie présidentielle ferait suite à l'appel du Secrétaire d'Etat adjoint américain Antony Blinken à libérer tous les prisonniers politiques du pays.

Parmi les personnes amnistiées figurent le Néerlandais Phillip Blackwood, qui a été condamné à deux ans et demi de prison pour avoir utilisé, pour la promotion de son bar, une image psychédélique de Bouddha. Ses deux collègues birmans incarcérés en même temps que lui n'ont pas eu cette chance.

Les libérations qui ont commencé la semaine dernière surviennent juste avant que le nouveau Parlement dominé par la Ligue nationale pour la démocratie (LND) de l'opposante Aung San Suu Kyi ne fasse sa rentrée le 1er février. La LND a remporté une victoire éclatante aux élections du 8 novembre, battant à plate couture le Parti pour la Solidarité et le Développement de l'Union (USDP) arrivé au pouvoir en 2011 après 49 ans de dictature.

militaire. Durant ces décennies de régime militaire, l'incarcération de plus de 2 000 journalistes, militants et même comédiens était en grande partie à l'origine des sanctions imposées par l'occident à la Birmanie.

Info Birmanie salue cette nouvelle vague de libération mais rappelle que de nombreux prisonniers politiques ou activistes en l'attente d'un procès restent derrière les barreaux. Par ailleurs, le gouvernement de Thein Sein continue d'arrêter et d'inculper des défenseurs des droits de l'homme pour des raisons politiques. Pour Bo Kyi, secrétaire de l'AAPP, le gouvernement a simplement libéré 101 prisonniers politiques qui allaient être relâchés prochainement ou qui auraient déjà dû être libérés précédemment. Il rajoute que sur 1 235 prisonniers politiques libérés depuis 2011 par l'administration Thein Sein, 409 d'entre eux sont toujours en procès et 84 toujours en prison. « La plupart d'entre eux protestaient contre le gouvernement, par exemple contre la confiscation des terres et la mine de cuivre de Letpadaung » précise-t-il.



Alors que certains prisonniers étaient libérés le 22 février dernier, d'autres militants étaient incarcérés. A la veille de l'amnistie, Ashin Gambira, ancien moine et leader de la révolution Safran de 2007 a été de nouveau arrêté à Mandalay, pour être entré illégalement sur le territoire birman.

De même, Patrick Khum Jaa Lee, qui travaille pour une ONG locale, a été condamné le jour même de l'amnistie présidentielle à six mois de prison pour un post sur Facebook accusé d'« insulter l'armée ». Selon sa femme, rencontrée par Info Birmanie, cette accusation est injustifiée et servirait principalement à intimider le couple qui milite activement en faveur de la minorité ethnique des Kachins, dont la branche armée est en conflit avec le gouvernement birman.

Enfin, Chaw Sandi Htun âgée de 25 ans et membre de la LND, a également été condamnée fin décembre à six mois de prison pour diffamation après avoir tourné en dérision sur Facebook les nouveaux uniformes de l'armée.

Par ailleurs, quelques 70 étudiants sont actuellement jugés pour avoir participé à une manifestation pacifique contre la Loi Nationale sur l'Éducation en mars 2015. Parmi eux, 50 étudiants sont toujours en prison et encourrent une peine allant jusqu'à 9 ans de prison ferme. Depuis leur arrestation « L'état de santé d'un nombre important d'étudiants s'est dégradé », a affirmé Thet Min, médecin mandaté par le principal syndicat birman pour leur rendre visite en prison.

Info Birmanie, salue l'amnistie présidentielle et la libération de ces 101 prisonniers politiques, mais reste préoccupé par les arrestations et condamnations presque systématiques d'autres activistes. « Il est important de rappeler que beaucoup de prisonniers politiques sont toujours derrière les barreaux et que les lois répressives n'ont toujours pas été abrogées » a déclaré Cécile Harl, coordinatrice de l'association. « Le Président Thein Sein avait pourtant une occasion en or de libérer immédiatement et sans condition, l'ensemble des prisonniers politiques birmans avant la fin de son mandat. »